



Retrouvez le MNR
sur internet
www.m-n-r.com
(site mis à jour quotidiennement)

*Axe France-Russie-Allemagne,
contestation de l'hégémonie
américaine...*

Vers une nouvelle Europe ?

Lire le dossier pages 4 et 5



Les positions du MNR sur la décentralisation, sur la guerre en Irak, sur la situation sociale ● Tout sur la vie interne du MNR ● Le point sur les persécutions judiciaires

sommaire

- ➔ Communiqués du MNR p. 2
- ➔ Décentralisation Raffarin :
trompe-l'œil et bricolage.....p. 3
- ➔ Licenciements : la conjoncture
n'explique pas tout..... p. 6
- ➔ Persécutions judiciaires
contre le MNR..... p. 10
- ➔ Problème des retraites :
un tract à diffuser.....p. 12

Licenciements : la conjoncture n'explique pas tout !

lire page 6

Édito



Tout demeure possible

Au-delà de la morosité et du marasme actuel, quelques lueurs d'espoir s'allument à l'horizon.

En premier lieu, et c'est considérable, la gauche est en plein désarroi. Un phénomène qui n'est pas conjoncturel car c'est l'idéologie marxiste, revue et corrigée par Mai 68, qui est aujourd'hui totalement discréditée. Rattrapée par la réalité, elle mon-

tre son absurdité au point que beaucoup d'intellectuels dits « de gauche » la désavouent et se font traiter de "nouveaux réactionnaires" !

En second lieu, et c'était inattendu, la crise irakienne a permis à la France et, avec elle, à l'Europe des peuples de manifester clairement leur volonté d'indépendance face aux États-Unis. Le mouvement est encore timide, mais il peut préfigurer un vérita-

ble réveil de notre continent. Un réveil permettant à l'Europe de constituer un nouveau pôle de puissance et de proposer, face à la mondialisation américaine, sa propre vision de l'organisation de la planète.

Si le socialisme et le mondialisme essuient des revers, c'est donc que nos idées ne sont pas vaincues et que tout demeure possible. Courage, continuons le combat.

Toute l'actualité du mois à travers une sélection de communiqués de presse officiels du MNR

28 février

■ Bruno Mégret au salon de l'Agriculture

A l'heure où le commissaire européen à l'Agriculture, Franz Fischler, réitère ses propositions suicidaires de réforme de la Politique agricole commune (PAC), Bruno Mégret tient à apporter son soutien aux agriculteurs français. Les méthodes de production imposées tant par les multinationales que par les instances mondialistes et bruxelloises fragilisent l'ensemble du système agricole national et mettent en cause la santé des consommateurs. Pour

assurer une parfaite sécurité et une meilleure traçabilité des produits, il faut donner la priorité aux circuits courts et traditionnels de distribution ainsi qu'au développement des productions locales sous label. C'est précisément pour défendre une agriculture de terroir, moderne, rentable, harmonieuse et garante du "bien manger" que Bruno Mégret s'est rendu au salon de l'Agriculture avec une délégation d'élus et d'agriculteurs du MNR.

7 mars

■ Déficit budgétaire et gel des baisses d'impôts : l'UMP prise à son propre piège



Pour Claude Jaffrès, secrétaire régional MNR d'Auvergne, la situation économique révèle la vanité des promesses et des options de M. Chirac. En annonçant un déficit budgétaire de 3,4% ainsi que le gel des baisses d'impôts, le ministre de l'Économie montre que le chef de l'État et le gouvernement sont en réalité pris à leur propre piège. Le président de la République avait approuvé le

pacte de stabilité et se trouve maintenant paralysé par les contraintes qui en résultent. Il avait promis une baisse de l'impôt sur le revenu de 30% tout en refusant de réduire le train de vie de l'État et se trouve aujourd'hui impuissant devant ses contradictions. Pour en sortir, M. Chirac et le gouvernement font manifestement le choix de se renier mais, dans une telle démarche, ce sont les Français qui sont trahis et qui vont être pénalisés.

12 mars

■ Évasions à répétition : le ministre de la Justice doit enfin passer aux actes



Annick Martin, secrétaire générale du MNR, apporte son soutien au personnel pénitentiaire, durement mis à l'épreuve ces dernières semaines avec l'évasion de dangereux bandits n'ayant pas hésité à utiliser des armes de guerre. Ces événements met-

tent en lumière l'impuissance du gouvernement et son incapacité à faire face à la crise du système pénitentiaire. Face à ce quasi-état de guerre décrété par les détenus, le MNR demande au ministre de la Justice et à son secrétaire d'État aux Programmes immobiliers de mettre fin au temps des rapports et de passer aux actes.



Le Mouvement
NATIONAL RÉPUBLICAIN EUROPÉEN

N° 27
avril 2003

MNR 13 - Impression : Gayet - 13560 Sénas
Directeur de publication : Yves Bovero
Commission paritaire n°0904 P 11379 du 29/11/99

13 mars

■ Non-lieu pour deux cadres du MNR : il faut à cette décision une publicité médiatique égale à celle donnée aux mises en examen



Hubert Savon, membre du bureau national du MNR et secrétaire départemental des Bouches-du-Rhône, se félicite de l'ordonnance de non-lieu prise au bénéfice de M. Bovero, ancien premier adjoint à la mairie de Vitrolles-en-Provence et de Mme Sylvie Moy, ancienne candidate du mouvement, dans l'affaire du tract prétendument diffamatoire contre le candidat RPR aux élections municipales de 2001. Hubert Savon dénonce à cette occasion des méthodes

politico-judiciaires consistant à organiser à grand fracas médiatique des perquisitions spectaculaires, des auditions tonitruantes et des mises en examen largement relayées par la presse alors qu'il n'existe aucune charge et qu'il faudra déclarer le non-lieu, en catimini, deux ans plus tard. Le MNR demande aux médias, et notamment au journal *la Provence* de manifester leur esprit d'équité et leur souci de déontologie en donnant à ce non-lieu une publicité aussi importante que celle qu'ils avaient donnée à la mise en examen, aux auditions et aux perquisitions.

19 mars

■ Mesures Fillon : le gouvernement retombe dans les ornières socialistes



Yves Dupont, vice-président du MNR, constate que le gouvernement Raffarin retombe dans les ornières socialistes moins d'un an après son arrivée au pouvoir. Déjà, le Premier ministre avait récemment abandonné le programme de baisses d'impôts pourtant promis par M. Chirac. Aujourd'hui, M. Fillon annonce une série de mesures prétendument destinées à lutter contre le chô-

mage et qui n'ont en réalité rien à envier aux pratiques socialistes. Il s'agit en effet de faire baisser artificiellement le nombre de chômeurs par des recrutements factices financés sur crédits budgétaires. Or, ces méthodes, loin de relancer l'activité, ne font que renforcer l'étatisme. Gageons que les mêmes causes produiront les mêmes effets : si M. Raffarin ne rompt pas avec le socialisme, il sera responsable d'un nouveau déclin de l'économie française.

20 mars

■ Irak : une attaque illégitime



Pour Bertrand Robert, conseiller à l'action politique du MNR, il est regrettable que les Américains soient allés au bout de leur logique de guerre. Il considère que cette attaque contre un pays déjà exsangue après treize ans

d'embargo n'est pas légitime et ne sert ni les intérêts de l'Europe et de l'Occident ni la cause de la paix dans le monde. Il s'inquiète des graves conséquences qui pourront en résulter et souhaite que l'Europe retrouve son unité pour proposer au monde une vision alternative au projet impérial américain.

Décentralisation Raffarin : trompe-l'œil et bricolage

Le gouvernement Raffarin a fait de la décentralisation une priorité majeure de son action. Il a provoqué à cet effet une nouvelle révision constitutionnelle et va faire voter prochainement plusieurs lois organiques et ordinaires à ce sujet. Le MNR approuve le principe d'une plus grande décentralisation dès lors que les prérogatives nouvellement dévolues aux régions et aux départements ne portent pas atteinte aux responsabilités souveraines de l'État. Mais, en l'espèce, il déplore les incohérences et les dangers du projet Raffarin.

Le projet Raffarin réussit le tour de force de complexifier encore l'organisation territoriale française, de porter atteinte à l'égalité des citoyens devant la loi et d'aggraver l'instabilité juridique sans même offrir une réelle autonomie de gestion aux collectivités territoriales.

1. Absence de ressources fiscales autonomes : le projet Raffarin est en trompe-l'œil

Le projet de M. Raffarin ne permettra pas une réelle décentralisation car il n'offre pas aux collectivités territoriales les moyens que nécessitent leurs nouvelles compétences.

Les ressources des collectivités territoriales n'ont pas été redéfinies et rien n'est prévu pour que collectivités puissent mobiliser, de façon autonome et sous leur propre responsabilité, la totalité des moyens fiscaux dont elles ont besoin. Dès lors, il leur faudra, comme aujourd'hui, compter sur les dotations de l'État et sur les subventions provenant des autres collectivités. Les financements croisés, sources de dérives financières et de lourdeurs administratives, ont encore de beaux jours devant eux !

Aucune responsabilité ne pourra être exercée de façon exclusive et ce sont toujours les collectivités de rang supérieur qui, à travers le levier du financement, continueront de prendre les décisions à la place de ceux qui en ont normalement la compétence. C'est ce que l'on constate déjà par exemple avec les contrats de plan État-régions lorsque le gouvernement choisit unilatéralement les projets qu'il subventionnera, si bien que la région n'a d'autre choix que de s'aligner.

2. Droit à l'expérimentation : le projet Raffarin met en cause les principes républicains

Le projet Raffarin prévoit la possibilité de pratiquer, par voie législative ou réglementaire, des expérimentations dans certaines collectivités. Cette méthode est lourde de menaces, car elle ouvre une brèche dans le principe républicain, d'égalité des citoyens devant les lois et les règlements.

Cette méthode va aggraver encore l'instabilité juridique qui règne dans notre pays. Alors que notre système de lois et de règlements est aujourd'hui beaucoup trop complexe et mouvant, la décentralisation aurait dû conduire à le simplifier et non à l'opacifier encore davantage.

3. Organisation territoriale : le projet Raffarin complexifie toujours plus

Alors que la modification constitutionnelle lui en donnait la possibilité, le projet de M. Raffarin ne simplifie en rien l'organisation territoriale de notre pays. Pourtant, avec au moins quatre niveaux territoriaux différents (communes, établissements publics de coopération intercommunale, départements et régions) la France ploie aujourd'hui sous le poids d'une structure trop complexe. Si on ajoute à cela la création incessante de nouveaux types de regroupements communaux, on ne peut que déplorer le caractère inextricable de l'organisation territoriale française. Une situation qui, hélas, va perdurer.

4. Mise en œuvre du projet : alors qu'il prétend rapprocher les citoyens des décisions, Raffarin commence par les en écarter

M. Raffarin a justifié son projet en affirmant vouloir rapprocher les décideurs politiques des citoyens, mais, dans la pratique, il fait tout le contraire. Ainsi, ce projet qui instaure pourtant le référendum local n'a pas été adopté par référendum, contrairement à l'engagement électoral de M. Chirac. Ajoutons que, si les référendums locaux sont bien inscrits dans le projet Raffarin, il n'est pas prévu de référendums locaux d'initiative populaire.

5. La solution : les principes énoncés par le MNR

Le MNR rappelle à cette occasion les principes qu'il défend pour une réforme de l'organisation territoriale française :

- Il faut mettre en œuvre des collectivités enracinées et décentralisées correspondant à des entités historiques et charnelles dotées de larges responsabilités, mais respectant l'unité de la nation et les principes de la république ;
- Il faut simplifier la structure territoriale de notre pays en substituant aux 22 régions et aux 96 départements une quarantaine de provinces et en regroupant les communes urbaines en villes et les communes rurales en pays, tout en maintenant l'échelon communal ;
- Chaque collectivité doit bénéficier de compétences qui lui soient propres et de ressources fiscales autonomes qui lui permettent de financer intégralement les projets dont elle a la charge.



Et si la guerre d'Irak engendrait une *nouvelle Europe* ?

La crise irakienne ne sera certainement pas une péripétie dans l'histoire contemporaine de notre planète. Au-delà des conséquences directes, majeures et par ailleurs imprévisibles de ce conflit, notamment sur l'équilibre du Moyen-Orient, elle peut être l'occasion d'un renouveau européen de grande ampleur et, par là même, d'un bouleversement de la scène internationale, des concepts idéologiques qui la régissent et du rapport de force qui y prévaut.

A la surface des choses, le mouvement d'opposition à la guerre n'a été que l'expression d'une divergence quant aux moyens à utiliser pour désarmer l'Irak. M. Chirac n'affirmait-il pas à tout propos que la guerre est la pire des solutions, mais que son objectif était le même que celui affiché par M. Bush ?

Les États-Unis isolés

En réalité, ces événements ont une tout autre portée. Pour la première fois, en effet, les États-Unis, communément considérés comme l'hyperpuissance mondiale depuis la chute de l'Union soviétique, se trouvent contestés et isolés sur la scène internationale. Plus intéressant encore, l'Europe cesse d'être globalement et inconditionnellement à la remorque de Washington et ce sont trois grandes nations européennes, la France en tête, qui ont pris l'initiative de cette opposition aux Américains. Dès lors, chacun a découvert que le monde n'est plus voué à passer sous la tutelle d'une unique puissance, fût-elle démocratique et libérale. Et les Européens se sont rendu compte qu'ils peuvent jouer un autre

rôle que celui de supplétifs dociles des États-Unis.

Certes, les institutions de Bruxelles apparaissent toujours divisées, paralysées et neutralisées. Mais, si la Grande-

Bretagne ou l'Espagne n'ont pas suivi la France et l'Allemagne, il n'en a pas été de même de leurs peuples qui se sont opposés à l'alignement pro-américain de leur gouvernement. Cette crise peut donc, telle un révélateur ou un déclencheur, provoquer une prise de conscience et un réveil des peuples européens. Elle permet en effet à chacun de mesurer le rôle et le poids qui peuvent être à nouveau ceux du vieux continent et de comprendre que nous sommes en présence

d'une nouvelle donne susceptible de rendre possible ce qui était jusqu'à présent inenvisageable. L'Europe peut s'imposer comme un vrai pôle de puissance capable de réaliser ce que quarante ans de démarches bureaucratiques, diplomatiques et politiciennes n'ont pas réussi à faire : assurer l'union de l'Europe, rompre sa dépendance à l'égard de l'Amérique, tout en maintenant évidemment une étroite collaboration avec ce grand pays, et ériger notre continent en une réelle puissance indispensable à l'équilibre du monde.

Tout désormais devient possible. A l'occasion de cette crise, notre continent peut se réveiller et une nouvelle Europe s'organiser. Encore faut-il transformer cette prise de conscience presque for-

tuite en une politique volontariste. Car, pour jouer un rôle, l'Europe doit enfin se donner les moyens de s'affirmer de façon autonome et de rompre avec l'atlantisme. Gageons d'ailleurs que la crispation des Américains et leurs éventuelles représailles contre certains pays européens jugés trop indépendants devraient faciliter les choses. Car il faudra bien prendre les moyens de se dégager d'une tutelle qui deviendrait ouvertement contraignante ou hostile.

Ainsi, le temps est venu de constater que l'Otan, qui a d'ailleurs montré son incohérence lors de cette crise, n'a plus de raison d'être depuis l'éclatement du pacte de Varsovie. Les Européens devraient donc maintenant la mettre en cause et lui substituer une alliance militaire européenne. Notre continent doit se doter globalement d'une puissance armée capable de contrebalancer celle des USA, ce qui est d'ailleurs parfaitement possible puisque l'Europe dispose d'une population et d'un PNB comparables sinon supé-

La planète a besoin d'une Europe forte et fière de sa civilisation. Notre monde ne sera libre et épanoui que s'il redevient multipolaire et qu'une nouvelle Europe s'impose comme une grande puissance pacifique et bienveillante, capable par sa force et par ses valeurs universelles de contrebalancer et de tempérer les États-Unis.

rieurs à ceux des États-Unis.

L'Europe doit en outre être capable de se dégager de ses autres liens de dépendance à l'égard des Américains. Déjà, avec l'euro, elle dispose d'un instrument de puissance en mesure de faire contrepoids au dollar, mais elle doit aussi renforcer considérablement ses atouts industriels et technologiques. Il y a par exemple urgence à concrétiser le système européen de localisation par satellite Galileo de façon à ne plus dépendre du seul système américain GPS. Plus globalement, l'Europe doit développer son potentiel de recherche et favoriser son infrastructure industrielle dans tous les domaines stratégiques.

Une volonté européenne

Pour accomplir enfin cette affirmation d'existence, l'Europe doit comprendre qu'il ne sert à rien de multiplier des mécanismes institutionnels toujours plus complexes, mais qu'il faut s'appuyer sur les réalités historiques et ancestrales que constituent les nations et qui ont fait leurs preuves dans cette crise. Il est absurde de vouloir tout harmoniser jusque dans le moindre détail et de rester, sur les questions majeures, à la remorque de l'Amérique. Mieux vaut laisser aux États une large autonomie pour ce qui est de la vie quotidienne des citoyens et assurer la cohésion des nations d'Europe autour d'une volonté de rayonnement mondial et d'indépendance. Les peuples ont besoin, pour exister et s'unir, de se sentir utiles et grands.

L'Europe et les Européens ont beaucoup à gagner à ce renouveau. Mais, si nous nous engageons dans cette voie, c'est aussi le monde qui y gagnerait car la planète a besoin d'une Europe forte et fière de sa civilisation. Notre monde ne sera libre et épanoui que s'il redevient multipolaire et qu'une nouvelle Europe s'impose comme une grande puissance pacifique et bienveillante, capable par sa force et par ses valeurs universelles de contrebalancer et de tempérer les États-Unis d'Amérique pour permettre la paix et l'harmonie entre les nations du monde.

La guerre d'Irak est en soi une calamité, mais si elle permet aux peuples européens de comprendre comment ils peuvent à nouveau exister et peser dans le monde, un grand bien sortira de ce mal. La guerre d'Irak doit engendrer une nouvelle Europe.

Bruno MÉGRET

Crise irakienne : la position du MNR

La crise irakienne constitue un événement majeur sur la scène internationale dont les conséquences seront vraisemblablement de grande importance. Face à cette crise, le MNR a adopté une position lucide et nuancée, inspirée par l'intérêt de notre pays.

Le MNR est contre la guerre en Irak

Le MNR n'a cessé d'affirmer son hostilité à l'intervention militaire américaine en Irak. Contrairement à l'idée répandue selon laquelle le régime irakien de Saddam Hussein représenterait une grave menace pour la paix dans le monde, il estime que l'Irak est aujourd'hui exsangue, bien incapable d'agresser ses voisins et encore moins d'autres pays dans le monde. Avec l'embargo qu'il a subi pendant près de dix ans et qui a provoqué la mort de centaines de milliers d'enfants, le pays est davantage une victime qu'un agresseur. Certes, le régime irakien est un régime dictatorial qui n'a ni notre soutien, ni notre sympathie, mais il est loin d'être unique en son genre sur la planète et nous sommes opposés au droit d'ingérence qui autoriserait, on ne sait qui, selon on ne sait quelle légitimité, à intervenir pour renverser un régime aussi odieux soit-il. La guerre préventive, c'est le droit ouvert à n'importe qui d'attaquer n'importe qui, pour n'importe quel motif.

Le MNR considère que M. Bush se trompe de cible

Pour autant, le MNR n'est pas opposé à la guerre par principe. Lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts vitaux de notre pays, de l'Europe ou de l'Occident, le recours à la force est légitime. C'est dans cet esprit que nous avons approuvé l'intervention militaire américaine contre l'Afghanistan des talibans. Après l'attentat du 11 septembre 2001, il était en effet légitime de s'en prendre à un pays qui servait ouvertement de base arrière aux organisations terroristes islamistes et notamment à Ben Laden et à Al Quaïda. Cependant, l'Irak est un pays laïc qui ne subventionne ni le terrorisme, ni le développement de l'islam en France ou en Europe. On ne pourrait pas en dire autant de l'Arabie Saoudite, alliée prétendue des Américains, qui finance massivement l'implantation de l'islam dans nos pays européens et dont les liens avec les mouvements islamistes sont avérés. Dans cette affaire, si son but est de combattre l'islamisme, M. Bush se trompe de cible.

Le MNR refuse l'hégémonie impériale des États-Unis

Cette crise est également l'occasion de clarifier les relations de l'Europe avec les États-Unis. Ceux-ci, avec lesquels notre pays entretient depuis des décennies des liens d'alliance et d'amitié, ne sont pas des ennemis. Il n'en demeure pas moins qu'après l'effondrement de l'Union soviétique, l'Amérique, restant la seule grande puissance planétaire, développe sur le monde et notamment sur l'Europe un projet impérial. Même si elle se prétend libérale et bienveillante, cette hégémonie n'est pas, pour nous, acceptable. Les Américains ne peuvent pas exiger de l'Europe qu'elle s'aligne systématiquement sur leur position. Il est donc salutaire qu'à l'occasion de la crise irakienne, les États-Unis se soient trouvés isolés et que l'opposition à la guerre ait été menée par trois grands pays européens, la France en tête, l'Allemagne et la Russie. Cette situation peut créer les conditions d'un renouveau européen en rupture avec l'atlantisme.

Le MNR soutient la position française sans illusions sur Chirac

Le MNR a donc apprécié la position prise au nom de la France par MM. Chirac et de Villepin. Pour autant, il ne se fait aucune illusion sur les motivations réelles de M. Chirac. Sa détermination n'aurait certainement pas été la même s'il n'avait pas eu dans cette affaire le soutien de l'opinion publique, de la gauche ainsi que celui des musulmans installés en France. Sur cette grave question, il est très certainement motivé par le désir de ne pas contrarier la population immigrée dans la perspective... de la présidentielle de 2007. De surcroît, il se trouve, comme à son habitude, ravi de faire siennes les positions de la gauche.

Ces motivations nous sont, bien sûr, totalement étrangères et nous ne nous faisons donc aucune illusion sur la nature de l'engagement chiracien. Pour autant, l'affirmation de notre indépendance implique bien sûr de ne pas suivre les exigences des communautés étrangères installées sur notre sol, mais elle implique également de ne pas en prendre, par principe, le contre-pied systématique. C'est donc, quelles que soient les motivations de Chirac, de la gauche ou des musulmans, pour les raisons majeures qui sont les nôtres - à savoir la défense des intérêts de la France et de l'Europe - que nous avons pris la décision de nous opposer fermement à la guerre en Irak. ■

Licenciements massifs, désindustrialisation, délocalisations...

Non, M. Raffarin, la conjoncture n'expl



La crise économique et sociale qui frappe la France n'est pas due à la seule conjoncture mondiale, mais à la rencontre de celle-ci avec les structures étatistes, les contraintes fiscales et les principes mondialistes hérités des socialistes et laissés tels quels par le gouvernement Raffarin.

Depuis juin 2002, le gouvernement assiste, pétrifié, à la montée du chômage, à la multiplication des plans sociaux et à l'effondrement de la croissance. La confiance des ménages s'est effritée, la croissance espérée ne sera pas au rendez-vous, on table sur 1,5% et on n'atteindra peut-être même pas 1%... Le déficit se creuse et la France entre dans la spirale de la récession.

Explosion du chômage

Fin janvier, on recensait 2 323 800 chômeurs, soit 9% de la population active, (dont 400 000 jeunes de moins

de 25 ans), avec un taux qui a grimpé de 0,7% pour le seul mois de janvier.

L'état des entreprises s'est profondément dégradé sous le joug socialiste et sous l'influence de la mondialisation sauvage.

Les secteurs à forte concurrence de main-d'œuvre à bon marché sont détruits. Dans les bassins d'emploi d'Angers et de Cholet, la couture de luxe et la chaussure artisanale qui résistaient encore grâce à leur savoir-faire traditionnel réputé sont sinistrées. Les salariés du granit breton concurrencés par la Chine et l'Inde pour la

fabrication des monuments funéraires ont perdu 1 600 emplois depuis le début de l'année. Les cristalleries d'Arques délocalisent en Chine et laissent sur le carreau un millier de personnes ; Baccarat, les poteries lorraines, les verreries VMC licencient.

Un processus de désindustrialisation

Le tissu des PME disparaît et les victimes des plans sociaux et des fermetures d'usine ne peuvent espérer retrouver du travail dans les grands groupes industriels. Car la politique de la gauche syndicale qui a consisté à privilé-

Toujours pas de rupture avec le socialo-mondialisme

Pour expliquer l'explosion soudaine du chômage et la vague de licenciements massifs qui frappe la France, M. Raffarin s'est empressé de s'abriter derrière le brutal retournement de la conjoncture économique mondiale.

Reconnaissons-le d'emblée : le reflux de la croissance mondiale est réel. Cependant, ce reflux ne saurait exonérer le gouvernement de toute responsabilité. En effet, l'ampleur de la crise économique et sociale qui frappe notre pays naît en réalité de la conjonction de plusieurs facteurs : le retournement de conjoncture bien sûr, mais aussi la nature mondialiste et socialiste de la politique économique française. Or, si le gouvernement de M. Raffarin ne peut agir à lui seul sur le premier facteur, il est pleinement responsable des seconds.

Si la conjoncture produit les effets dévastateurs que l'on constate, c'est bien parce que le gouvernement n'a rien – ou presque rien fait – pour libérer l'économie française des contraintes héritées de ses prédécesseurs. Bien entendu, il a refusé de remettre en cause le libre-échange extré-

miste qui soumet notre tissu industriel à la concurrence déloyale de pays qui ne s'embarrassent nullement des lois sociales et écologiques en vigueur chez nous.

Plus grave encore, dans ce contexte extrêmement concurrentiel, il n'a nullement libéré notre économie du socialisme. Contrairement à ses promesses électorales, il n'a pas réduit le budget de l'État qui a même augmenté. Dès lors, excepté pour l'impôt sur le revenu, la pression fiscale n'a pas été allégée. Enfin, comme on l'a vu à propos des 35 heures, les contraintes réglementaires et administratives pesant sur les entreprises n'ont pas été levées.

Dire comme M. Raffarin « c'est pas moi, c'est la conjoncture ! » se révèle donc un peu court et, à vrai dire indigne, d'un chef de gouvernement. Car le rôle d'un gouvernement ne consiste pas, tel un vulgaire commentateur, à constater les évolutions du contexte économique, mais à agir sur celui-ci. Pour un gouvernement, l'aveu d'impuissance ne constitue pas une circonstance atténuante. Elle est une condamnation.

ique pas tout !

gier les grosses entreprises – si possible nationalisées – au détriment des PME se révèle, comme prévu, catastrophique. Affectées par la crise boursière, sous la pression des fonds de pension elles ont dû, elles aussi, procéder aux compressions de personnel, à la chasse aux subventions et aux délocalisations. C'est le cas de GEM Plus, leader mondial de la carte à puce, qui a perdu les emplois et le contrôle de la technologie ; c'est Daewoo, Péchiney, Metaleurop, Arcelor...

De plus, certains patrons « vedettes » se sont laissé entraîner par le mirage de la communication et ont fini par ne plus distinguer valeur réelle et valeur boursière, investissements et coups de pub. Au supermarché mondialiste ils ont acheté n'importe quoi, à n'importe quel prix, sans l'argent nécessaire au passage en caisse ! Pour Bull, Air France et... notre très « cher » Crédit Lyonnais, le contribuable a payé ; pour les autres on licencie massivement ou on liquide. France-Telecom annonce la disparition de 30 000 emplois dans les trois ans ; Air-Lib vient de licencier 3 200 personnes, Vivendi Universal annonce 2 000 licenciements...

Nos industries de pointe sont entraînées dans cette tourmente générale et les fleurons de la technologie française (aéronautique, électronique, armement) tels que GIAT, Thalès, EADS Space, Alstom licencient leurs salariés par milliers. Même l'industrie pharmaceutique traditionnellement solide est touchée.

Le gouvernement ne fait rien

Tous les pays européens ont à faire face à cette même conjoncture. Or, l'Italie, l'Espagne, la Grande-Bretagne s'en sortent mieux. La récession touche surtout la France, puis l'Allemagne et les Pays-Bas, pays aux structures vieillissantes et à l'économie encore très socialiste.

Chez nous, les effets de la conjoncture mondiale sont d'autant plus violents que le gouvernement n'a pris aucune mesure, qu'il n'a pas rompu avec la gestion socialiste et que notre industrie est livrée sans défense au mondialisme.

Annick Martin

En bref...

51 % des Français favorables aux expulsions d'immigrés par charters

C'est ce que révèle un sondage CSA-Le Parisien du 6 mars 2003 : 51 % des personnes interrogées souhaitent que des "avions charters soient affrétés pour renvoyer chez eux les immigrés en situation irrégulière". Seuls 37 % des Français se disent opposés à une telle politique.

Procès Elf et financements politiques

Après les révélations de Loïc Le Floch-Prigent qui a indiqué, lors du procès Elf, que presque tous les partis politiques ont profité des largesses du groupe pétrolier dans les années 80 et 90, personne n'a contesté ces propos mais, chose étonnante, aucun magistrat ou journaliste n'a évoqué l'opportunité de poursuites pénales contre les partis ou les personnalités politiques concernées...

Les écoles pour imams de Sarkozy

Toujours dans l'illusion d'instaurer un islam à la Française, Sarkozy veut maintenant organiser la formation des imams dans le cadre de la République. Quand on sait que 90 % des imams ne sont pas de nationalité française et qu'ils ne viennent en France qu'après avoir fait leurs "études" en Arabie Saoudite, en Iran ou au Pakistan, on imagine le succès que vont avoir les cours du soir de Sarkozy...

Le Vlaams Blok : alternative à la corruption politique généralisée

Bonne nouvelle en Flandre où nos amis du Vlaams Blok viennent de mettre au jour un scandale politico-financier impliquant des fonctionnaires de la commune d'Anvers et des élus de la coalition fausse droite - vraie gauche. Coalition constituée de bric et de

broc pour faire face à la droite nationale qui a obtenu aux dernières élections municipales plus de 33% des voix sur le nom de Philip Dewinter. La gravité du scandale a provoqué la chute de la municipalité avec, en particulier, la démission de tous les maires-adjoints. Voilà qui laisse bien augurer des résultats des élections législatives qui auront lieu dans deux mois et, déjà, des élections communales de 2006.

Les Tchétchènes disent non à l'islamisme

A l'occasion du référendum sur l'indépendance de la Tchétchénie le 23 mars dernier, la population de cette province s'est prononcée pour que la Tchétchénie reste russe. Vladimir Poutine, très satisfait de ce résultat, considère que, dorénavant, "ce dossier est définitivement clos". C'est un succès pour la politique très ferme qu'il a menée dans cette partie du territoire russe alors que de nombreux chefs d'État occidentaux lui reprochaient sa croisade contre l'islam. Espérons qu'en utilisant le fameux droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, M. Poutine aura définitivement résolu le problème tchétchène et œuvré ainsi à l'homogénéité et la sécurité intérieure de l'Europe.

L'Éducation nationale épinglée par la Cour des comptes

Dans un rapport rendu public début avril, la Cour des comptes dénonce les lourdeurs et les dérives du système éducatif français : des dépenses en hausse constante malgré une diminution des effectifs, des annonces ministérielles non suivies d'effet, une exceptionnelle rigidité de la gestion des enseignants en raison des contraintes exercées par les syndicats, un grave déséquilibre des budgets entre collèges et lycées, etc... Autant de dysfonctionnements que M. Ferry n'a pas l'air décidé à prendre en compte.

Le MNR en action : conseil national du 12 avril à Paris

La réunion du conseil national du MNR, qui compte environ 300 membres, est toujours l'occasion pour notre mouvement de faire le point sur ses perspectives d'avenir et sur les orientations politiques liées à l'actualité française et internationale.

A l'ordre du jour cette fois-ci, une introduction de **Bruno Mégret** sur le thème *le MNR pourquoi ?* Puis diverses interventions comme *le conflit ira-*

kien : analyse et perspectives par **Olivier Pichon**, conseiller régional d'Ile-de-France ; *la réflexion politique du MNR : bilan et orientations* par **Yves Dupont**, conseiller régional de Haute-Normandie ; *l'animation du mouvement : les cadres à la barre* par **Jacques Gaillard**, délégué à l'encadrement ; *le MNR en ordre de marche*, par **Annick Martin**, secrétaire général ; *le redressement des finances du MNR* par **Alain Vauzelle**, trésorier ; *les élec-*

tions de 2004 par **Nicolas Bay**, délégué aux campagnes ; *la nouvelle donne politique et géopolitique* par **Arnaud de Perier**, les campagnes du MNR sur la Turquie, les retraites et la désindustrialisation par **Bertrand Robert**, conseiller à l'action politique. Pour clôturer cette journée riche en réflexions et en débats de qualité : le discours de **Bruno Mégret** *situation politique : l'espoir au-delà des difficultés*.

Ça bouge au MNR !

Les fédérations MNR ne manquent pas de dynamisme ni d'idées. En voici pour preuve quelques exemples de ces dernières semaines :



Annick Martin

Mayenne

A Saint-Baudelle, dans une atmosphère chaleureuse et détendue, les cadres de la Mayenne, dynamisés par **Jacques Dansan**

et **Gustave Labelle**, ont réuni leur assemblée générale annuelle au cours d'un déjeuner-amical animé par **Annick Martin**.

Loiret

Grand succès pour le déjeuner-débat de Montargis, à mettre à l'actif de **Michelle Picavez**, secrétaire départementale, au cours duquel l'exposé de **Loïc Le Hénand** sur les perspectives européennes a suscité un vif intérêt.

Bouches-du-Rhône

Les adhérents et sympathisants provençaux étaient bien sûr largement au rendez-vous à l'occasion du dîner-débat à Marseille organisé par **Hubert Savon** et présidé par **Bruno Mégret**.

Somme

Même ambiance en Picardie grâce à **Yves Dupille**, secrétaire départemental, et en présence de **Jacques Gaillard**. De toute évidence, la fédéra-

tion de la Somme est en ordre de bataille.

Var

A Belgentier, à l'invitation de **Jean-Yves Waquet**, secrétaire départemental du Var, qui a rappelé avec brio la position du MNR sur la situation internationale, l'intervention d'**Olivier Pichon** sur l'Éducation nationale a rencontré un vif succès et les auditeurs se sont arraché son ouvrage *Dernières nouvelles du mammoth*.

Gard

A Vauvert, le grand loto organisé par **Michel Servile**, secrétaire départemental, avec l'association « Vauvert, Tradition et Avenir », a suscité une très forte participation. Une bonne idée de manifestation conviviale à retenir.

Paris

Au siège parisien du MNR, les cadres d'Ile-de-France se sont réunis pour mener une réflexion politique et d'organisation au niveau régional. A Paris toujours, les secrétaires de section des 10ème, 11ème, 18ème, 19ème et 20ème arrondissements ont invité

Action nationale des retraités

L'ANFRF reprend ses activités autour d'une équipe renouvelée et de son président, **Georges Raux**. Elle vient de faire paraître son bulletin mensuel consacré au problème des retraites. La récente réunion des adhérents franciliens de l'ANFRF du 2 avril, a rencontré un vif succès.

leurs adhérents à se retrouver pour une réunion animée par **Loïc Le Hénand**. Nos amis des 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, 6ème, 7ème, 12ème, 13ème, 14ème et 15ème arrondissements se sont réunis autour de **Bertrand Robert**.



Jacques Gaillard

Val-d'Oise

Dans le même temps, se tenait une réunion avec **François Lusinchi**, nouveau secrétaire départemental du Val-d'Oise,

les cadres de son département et **Jacques Gaillard** pour travailler sur les nombreux projets de la fédération.

Puy-de-Dôme

A Clermont-Ferrand, le dîner-débat organisé par **Claude Jaffrès**, secrétaire départemental, auquel était invitée **Annick Martin**, s'est distingué par son esprit de franche camaraderie et par le bon « moral des troupes » comme l'a d'ailleurs souligné le journal *la Montagne*.

Landes

En Aquitaine, **Alain de Peretti**, membre du bureau national, a réuni les cadres de sa région à Saint-Avit dans les Landes, puis participé au dîner amical organisé par **Jean-Paul Paroutaud**, secrétaire départemental.

Nominations

Christian Helleisen est nommé secrétaire départemental du Cher en remplacement de l'infatigable **Sandrine Martin** qui reste active dans la fédération.

Robert Pesquet, diplômé de sciences politiques, ancien député, est nommé secrétaire départemental de la fédération de la Manche. Tous nos remerciements vont bien sûr à **Jean-Marie Lemoine Le Chesnay** qui occupait cette fonction avec dévouement depuis plusieurs années.

Éric Languereau est nommé secrétaire départemental de la partie nord de la Seine-et-Marne ; département qui, étant donné son étendue géographique, est scindé en deux dans un souci d'efficacité.

Yves Dupont, vice-président du MNR, est nommé secrétaire régional de Haute-Normandie.

Michèle Morel, conseiller régional de Rhône-Alpes, est nommée déléguée nationale aux argumentaires

Antoine Guillemot est nommé contrôleur national des comptabilités départementales et régionales.

La mission de Régulation : protéger le MNR

Régulation vient de voir le jour, sous la responsabilité de **François Jaussin**, son directeur national nommé par **Bruno Mégret**. Dans le cadre de la réorganisation de notre mouvement, l'ancien Département Protection Assistance (DPA), qui assurait avec un grand dévouement la sécurité des membres du mouvement depuis la création du MNR, change de forme. C'est désormais Régulation qui est chargé d'assurer la protection des biens et des personnes du MNR, avec fermeté, détermination et sans provocation. Régulation proposera son assistance lors des campagnes électorales, des manifestations, des réunions ou des meetings.

Contact : MNR - M. François Jaussin - B.P. 4029 - 38 811 Grenoble cedex 1

Prochains rendez-vous dans les fédés

Vendredi 11 avril : dîner de la fédération de Seine Saint-Denis autour de **Philippe Milliau** et de **Annick Martin**, à la fédération (107, route de Bondy à Aulnay-sous-Bois). Renseignements au 01 58 03 05 25

Jedi 17 avril : Réunion des adhérents et sympathisants de la Loire autour de **Norbert Chetail** et de **Jacques Gaillard** à la mairie de Périgneux à 19 h.

Jedi 24 avril : réunion des adhérents et sympathisants des VIII^e, IX^e, XVI^e et XVII^e arrondissements de Paris avec **Bertrand Robert**, secrétaire départemental et conseiller régional d'Ile-de-France et **Bernard Bres**, secrétaire de circonscription à 20h30. Renseignements au 01 56 56 64 34.

Samedi 26 avril : assemblée générale des adhérents de la Manche suivie d'une conférence de presse autour de **Robert Pesquet**, nouveau secrétaire départemental.

Dimanche 1er juin : fête champêtre de la Fédération du Loiret et de l'Yonne à Coullons avec **Bruno Mégret** et **Michelle Picavez**, nouvelle secrétaire départementale.

Dimanche 15 juin : fête du MNR du Gard au château de Soustelle avec **Bruno Mégret**, **Michel Servile**, secrétaire départemental et **Elisabeth Pascal**, conseiller régional de Languedoc-Roussillon. Renseignements au 04 66 74 37 67



Radio MNR :
08 92 69 69 26
tous les jours par téléphone :
l'actualité vue par la vraie droite

Lundi et jeudi :	l'actualité vue par le MNR	Nicolas BAY
Mardi et vendredi :	l'actualité vue par le MNR	Séverine SOUVILLE
Mercredi :	l'actualité interne du MNR	Annick MARTIN
Samedi :	chronique thématique présentée par des spécialistes ("un livre à lire", actu, social, économie, environnement, santé et société)	

Une manifestation dans chaque fédération MNR en 2003

Les fédérations du MNR font preuve d'une intense activité politique ! En plus des activités locales, chaque fédération a prévu d'organiser, d'ici à la fin de l'année, un dîner-débat ou une réunion publique animés par un membre du bureau national et par le secrétaire départemental.

29, 30 et 31 août : université d'été du MNR

Le MNR tiendra sa traditionnelle université d'été les trois derniers jours d'août dans le Sud de la France. Organisées autour de séances plénières, d'ateliers, de forums et de conférences, ces journées seront pour les adhérents du MNR l'occasion de réfléchir ensemble, dans une ambiance à la fois studieuse et conviviale, à la nouvelle donne politique et géopolitique. Chacun pourra également discuter de l'action politique du MNR : discours, thèmes, moyens, outils, vie locale et nationale seront à l'ordre du jour. Un week-end de détente et une rentrée politique à ne pas rater ! Retenez dès à présent cette date.

Pourquoi un tel acharnement judiciaire contre le MNR ?

Nouvelles persécutions judiciaires : le MNR demeure une cible du système

Notre mouvement, qui est présenté dans les médias comme n'existant pratiquement plus, est cependant toujours sous le feu des coups judiciaires du système. Ce qui prouve paradoxalement que, pour nos adversaires, le MNR demeure un danger potentiel et qu'il a donc un avenir.

Condamnation d'Arnaud de Perier pour avoir réclamé l'expulsion des terroristes islamistes



Après avoir été condamné en première instance, Arnaud de Perier, conseiller régional et secrétaire régional des Pays-de-Loire, vient de voir sa peine confirmée et même aggravée en appel le 3 avril dernier : 11 520 euros d'amende, 6 000 euros de dommages et intérêts à la LICRA, au MRAP et à la LDH et 2 ans d'inéligibilité. Et tout cela pour avoir, lors d'une élection cantonale partielle au lendemain du 11 septembre 2001, affirmé dans sa profession de foi que les islamistes étrangers qui soutenaient le terrorisme international devaient être chassés de France. Ce qui, quand on prétend combattre le terrorisme, est une mesure d'ordre public qui tombe sous le sens. Or,

pour avoir tenu ces propos, Arnaud de Perier a été poursuivi et condamné ! Cette décision est d'autant plus scandaleuse que notre ami ne tenait pas ces propos comme simple citoyen mais comme candidat dans la profession de foi officielle d'une élection de la République française. Arnaud de Perier a d'ores et déjà annoncé qu'il formerait un pourvoi en cassation contre ce jugement.

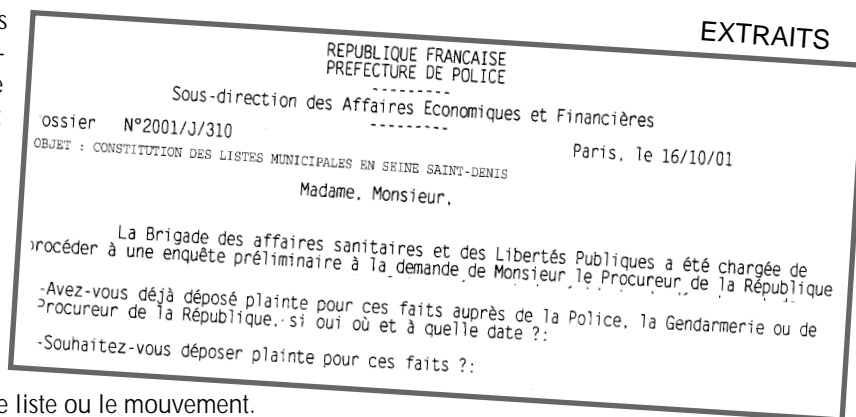
Condamnation définitive dans l'affaire de la prime de naissance

Dans l'affaire de la prime de naissance, la Cour de cassation a finalement confirmé définitivement la condamnation de Catherine Mégret et d'Hubert Fayard. Certes, elle a cassé la partie du jugement correspondant à l'article consacré à cette prime dans le bulletin municipal. Mais, s'agissant du vote de la délibération elle-même, elle a confirmé la condamnation pour discrimination. Catherine Mégret est donc maintenant définitivement inéligible pour deux ans, c'est la raison pour laquelle, sans attendre d'être jetée hors du conseil municipal de Vitrolles, elle en a démissionné.

Enquête sur la constitution des listes municipales en Seine-Saint-Denis

En Seine-Saint-Denis, deux ans après les élections municipales, une enquête ahurissante est actuellement menée auprès de tous les candidats ayant figuré sur les vingt listes municipales du MNR pour savoir s'ils étaient bien volontaires pour être candidat. Des centaines de personnes, pour la plupart citoyens ordinaires, ont donc reçu, qui un courrier de la préfecture de police, qui la visite d'un inspecteur pour les interroger sur leur présence sur une liste du MNR et pour leur demander s'ils ne souhaitaient pas porter plainte contre la tête de liste ou le mouvement.

Il s'agit là d'une démarche à caractère totalitaire qu'on imagine volontiers pratiquée dans des régimes semi-dictatoriaux n'hésitant pas à exercer des pressions policières sur des citoyens en raison de leur engagement politique. Nos têtes de liste ont été entendues longuement, certaines ont même été mises en garde-à-vue toute une nuit et ont subi des interrogatoires hallucinants. Là encore, la vérité est à l'inverse de ce que l'on prétend établir : Le MNR est victime, alors que le système bafoue les principes de la démocratie.



Nouvelle mise en examen de Catherine Mégret et de certains élus MNR de Vitrolles

Catherine Mégret vient à nouveau d'être mise en examen ainsi que certains de ses anciens adjoints dans l'affaire dite des "lettres aux maires". Cette fois, l'accusation porte sur un prétendu détournement de fonds publics. Or, rien n'est plus faux puisque les fonds en question sont dans la caisse de la commune. Mais, pour les juges, peu importe : l'objectif est de salir médiatiquement.

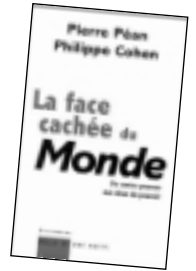
Cette affaire est, en réalité, totalement dérisoire. Pendant son mandat, Catherine Mégret a été amenée à adresser plusieurs lettres à certains maires de France pour se présenter à la présidence de l'Association des maires de France. Pendant la campagne présidentielle, il a été demandé à l'entourage politique du maire de Vitrolles d'expédier deux courriers successifs pour obtenir des parrainages. Courriers qui avaient été bien évidemment prévus sur le budget de la campagne présidentielle. A la suite d'une négligence, ces deux lettres ont suivi le même cheminement administratif que les précédentes, et ont, par erreur, été payées par la ville. Dès que nous nous en sommes aperçus, une régularisation a été faite et les lettres ont été remboursées au prix du marché à la commune de Vitrolles par l'association de financement de la campagne présidentielle de Bruno Mégret. Cette affaire, qui porte sur 35 000 euros, est donc une mauvaise querelle qui nous est faite sans aucun fondement.

Ces attaques nous renforcent

On peut s'étonner que le système continue à multiplier les attaques politico-judiciaires contre nous, alors que nous ne constituons pas aujourd'hui, à l'évidence, un danger pour lui. S'il le fait, c'est qu'il croit que nous pouvons être potentiellement une grande menace. Le système considère que nous ne sommes pas morts, que nous pouvons réussir et que nous serions alors pour lui beaucoup plus dangereux que le FN par exemple. Ces attaques ne doivent donc pas nous décourager, elles sont le signe que nous sommes sur la bonne voie et qu'il nous faut tenir. Ce qui ne vous abat pas vous renforce. Ces attaques ne nous abattront pas, elles vont donc nous renforcer !

"La Face cachée du Monde"...

Une torpille tirée contre le vaisseau amiral du conformisme



L'ouvrage d'investigation publié par Pierre Péan et Philippe Cohen ne se contente pas de révéler les libertés que la direction du Monde prend avec la déontologie journalistique. Il analyse également sans concession la grille de lecture idéologique sectaire et haineuse qui leur tient lieu de pensée...

Certes, nous n'avons pas attendu MM. Péan et Cohen pour découvrir que *le Monde* prenait de grosses libertés avec la déontologie journalistique. Pour avoir été maintes fois victimes de son sectarisme, les militants du MNR savaient depuis longtemps que penser du quotidien prétendument "de référence".

Cependant, on aurait tort de croire que les 640 pages de cette enquête minutieuse ne peuvent rien nous apporter. Au fil de la lecture, on verra ainsi confirmés et précisés les liens de la direction du *Monde* avec nombre de personnalités et d'officines syndicales et politiques. On apprendra aussi que *le Monde* n'hésite pas à monnayer son influence. Il aurait ainsi reçu des fameuses NMPP la coquette somme d'un million de francs net en échange d'une opération de « communication [...] auprès des pouvoirs publics ». Le but avoué de cette opération étant de faire en sorte que l'État continue à subventionner à hauteur de 80 millions de francs la distribution des quotidiens nationaux comme... *le Monde* !

La dérive idéologique du Monde

Surtout, on appréciera l'analyse sans concession de la dérive idéologique du *Monde*. « L'idéologie du nouveau *Monde* est bien l'idéologie du monde nouveau », écrivent les auteurs avant d'en préciser la nature : « L'actuelle direction du *Monde* estime que l'Histoire a un sens qui oriente nos sociétés dans plusieurs directions essentielles : l'autonomie des individus permettant leur émancipation morale et sexuelle, l'effacement des

nations, la relativisation du poids des États, la substitution des lobbies aux corporations, la conquête de nouveaux droits pour les minorités, l'émergence d'un droit international fondé sur l'ingérence et la réparation, l'émancipation des pratiques artistiques de tous les carcans religieux, politiques, historiques... »

Le discours des bobos

Ce que brocardent MM. Péan et Cohen, c'est le ralliement du *Monde*, et, partant, de l'ensemble de la nouvelle gauche à l'idéologie cosmopolite bon marché des fameux bobos : « Homosexualité, "pacsification des esprits", légalisation des drogues douces, télé-réalité, néo-pornographie, défense et illustrations des "romans de cul", peopolisation du monde, dénonciation du harcèlement, ultra-féminisme, antifascisme conventionnel. *Le Monde* est devenu le champion toutes catégories de la rébellion de salon. »

Plus que pour la révélation des petites et grosses libertés prises avec la déontologie journalistique, il faut donc lire l'ouvrage de MM. Péan et Cohen pour sa mise à nu des ressorts idéologiques qui meuvent la grosse machine médiatique qu'est *le Monde*. Après *les Maîtres censeurs*, maître ouvrage d'Elisabeth Lévy, *La Face cachée du Monde* confirme qu'un profond mouvement de révolte est en train de saper les bases mêmes du système soixante-huitard qui pèse depuis plus de trente ans sur la vie intellectuelle et politique française.

C. Dessanti

“Il n’est pas réaliste d’espérer compenser le vieillissement par la migration”

D. Blanchet

Rapport du Commissariat général au Plan - 2002

**Problème des retraites ?
Le nombre d’actifs baisse et le
nombre de retraités augmente.**

**INVESTISSONS
DANS LES FAMILLES !**



Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Tel. :

J’apporte mon soutien au MNR et à Bruno Mégret et verse la somme de € (chèques à l’ordre de “AF MNR”).

Je souhaite recevoir, gratuitement et sans engagement de ma part, le programme du MNR sur la question des retraites

A RENVoyer À : MNR - 15, RUE DE CRONSTADT - 75015 PARIS ● RADIO MNR : 08 92 69 69 26



Mouvement national républicain

MNR - MÈGRET

www.m-n-r.com

«Conformément à l'article 27 de la Loi du 6 janvier 1978, vous pouvez faire procéder à tout moment à la radiation ou à la modification des données nominatives vous concernant»

FR18 - Au sein de la voie publique